



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Plateforme Régionale  
des Achats de l'État  
**HAUTS-DE-FRANCE**

**PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE**

----

**SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES**

----

Plate-forme Régionale des Achats des Hauts-de-France  
12, rue Jean sans Peur  
59 039 Lille cedex

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Maintenance préventive et corrective des portes, portails, rideaux  
métallique et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-  
automatiques pour les services et établissements publics de l'Etat en  
région Hauts-de-France**

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commandes  
Appel d'offres ouvert

**Référence de consultation : PFRA-HDF-2026-Portes-et-portails**

Date et heure limites de remise des plis :

**Le lundi 3 novembre 2025 – 12h00**

## Table des Matières

1.	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.	Préambule.....	4
2.	Forme du marché – Allotissement.....	6
3.	Objet du marché.....	7
4.	Typologie des installations concernée par le marché.....	9
2.	Clause de réexamen & Prestations similaires.....	9
3.	Clause d’insertion par l’économie.....	10
	les congés payés, pris à l’occasion de ce marché.....	11
	les jours fériés, pris sur ce marché.....	11
	les jours d’intempéries (sauf si l’organisme extérieur paie sans facturer auprès de l’entreprise).....	11
	les arrêts maladie, pris à l’occasion de ce marché.....	11
4.	Durée du marché.....	15
5.	Pièces contractuelles.....	15
6.	Sous-traitance.....	16
7.	Modalités d’exécution / bons de commandes.....	16
	7.1 Bons de commandes.....	16
	7.2 Lieu d’exécution des prestations.....	16
	7.3 Modification de la liste des sites / équipements.....	17
	7.4 Modalités d’exécution des prestations.....	18
	7.5 Audits : inventaire de départ / Inventaire exhaustif / démobilisation.....	19
	7.6 Connaissance des lieux et des installations.....	19
	7.7 Remise des équipements en fin de marché / Démobilisation / Plan de réversibilité.....	20
	7.8 Accès – consignes.....	20
	7.9 Secret professionnel – Restriction de circulation - Confidentialité.....	20
	7.10 Documentation - Information.....	20
	7.11 Plan de prévention.....	21
	7.12 Outils / Moyens de levage.....	21
	7.13 Obligation de conseil.....	21
	7.14 Règlement amiable des litiges en cours d’exécution du marché.....	21
8.	Vérification de l’exécution des prestations.....	22
9.	Nature et forme des prix.....	22
	9.1 Forme et Contenu des prix.....	22
	9.2 Révision des prix.....	23
10.	Modalités de paiement.....	25
	10.1 Règlements.....	25
	Mentions obligatoires :.....	25
	Taux de TVA.....	25
	Monnaie.....	25

10.2 Modalités relatives au paiement des prestations.....	25
10.2.1 Avances.....	25
10.2.2 Paiement des prestations.....	26
10.2.3 Intérêts moratoires.....	27
10.2.4 Modalités de facturation.....	27
10.2.5 Paiement direct des sous-traitants.....	28
11. Pénalités.....	28
11.1 Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive.....	28
11.2 Pénalités relatives à l'exécution du marché.....	28
11.3 Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	28
11.4 Pénalités pour intervention non concluante dans le cadre des dépannages.....	28
11.5 Pénalités pour non respect des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail.....	29
12. Exécution aux frais et risques.....	29
13. Résiliation.....	29
14. Transmission des documents en cours d'exécution de l'accord cadre.....	30

# 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## 1. PRÉAMBULE

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Plusieurs services déconcentrés et opérateurs de l'État en région Hauts-de-France se sont coordonnés pour mettre en place le présent marché en vue de la réalisation de prestations de maintenance des portes, portails, rideaux métalliques et autres dispositifs de fermetures automatiques et semi-automatiques au sens des articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique (CCP).

Les services et opérateurs de l'État adhérant à la convention de coordination pour la mise en place et l'exécution du présent marché sont listés en [annexe 1 du présent CCAP](#).

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le préfet de la région Hauts-de-France, représenté par la Secrétaire générale pour les Affaires Régionales. La Plate-forme régionale des Achats placée auprès du SGAR coordonne le marché. Elle est installée dans les locaux de la préfecture de région à l'adresse suivante :

Préfecture de Région  
Secrétariat général pour les affaires régionales  
PFRA – Plate-forme régionale des Achats  
12, rue Jean sans Peur 59039 Lille cedex  
(Adresse électronique : [pfra@hauts-de-france.gouv.fr](mailto:pfra@hauts-de-france.gouv.fr))

Chaque service bénéficiaire du marché, procède à l'émission de ses bons de commandes, s'assure de la bonne exécution des prestations, liquide et mandate les demandes de paiement le concernant.

**Les services bénéficiaires** : sont les services déconcentrés et opérateurs de l'État dans la région Hauts-de-France, concernés par le marché, listés en [annexe 1 du présent CCAP](#).

**Le responsable de site** : est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et opérateurs de l'État coordonnés dans chacun des sites.

Le responsable de site est chargé de la gestion du présent marché. Il émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations et, en particulier, les bons de commande et la fiche d'intervention émise conformément au programme annuel de maintenance périodique réglementaire.

**Le titulaire du marché** : est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché : le prestataire « mainteneur ».

**Le représentant du titulaire** : soumet à l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché. Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

**Le site d'intervention** : est l'emplacement géographique où se trouve physiquement implanté le matériel à soutenir.

Ce site est associé à une adresse géographique individuelle. Un site peut comporter plusieurs bâtiments comprenant chacun plusieurs équipements à maintenir. Le site est associé à un gestionnaire de site qui peut agir pour un ou plusieurs sites.

**La « franchise d'intervention »** : est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire additionnelle, à hauteur d'un certain plafond fixé au contrat, pour un ensemble de prestations données.

La franchise d'intervention s'entend hors taxes (HT), par intervention et par équipement, frais de déplacement, de main d'œuvre, pose et fourniture de pièces compris.

**Le poste de maintenance :** Le poste de maintenance (A, B ou C) est une unité caractérisée par un niveau de réalisation et qui décrit une prestation, ou un ensemble de prestations pour un matériel, ou un ensemble de matériel donné pour un prix forfaitaire annuel.

Lors de l'établissement des bons de commandes, les services préciseront les prestations forfaitaires (par forfait il faut comprendre la prestation unitaire nommée « forfait annuel de maintenance préventive ») couvrant les besoins en prestations préventives périodiques réglementaires, et sélectionnera le ou les postes de maintenance qu'elle souhaitera mettre en place selon le niveau de maintien en condition opérationnelle couvrant ses équipements.

Le titulaire « mainteneur » aura pris soin de renseigner en conséquence les colonnes de l'annexe financière à l'acte d'engagement détaillant les prix pour les sites et équipements concernés.

**La prise en compte des prestations de maintenance préventive se fera selon 3 niveaux d'exécution (ou postes) :**

- ✓ **POSTE A - Garantie de base :** Vérification réglementaire des équipements selon la catégorie et le type de l'équipement en corrélation avec le classement des établissements selon les catégories d'ERP concernés.
- ✓ **POSTE B - Garantie étendue :** Poste A comprenant la garantie de Base + **Garantie étendue comprenant des interventions de maintenance corrective avec une franchise d'exploitation à hauteur de 350 € HT par intervention pour un équipement.**
- ✓ **POSTE C - Garantie totale :** Poste A comprenant la garantie de Base + **Garantie Totale sur l'ensemble des pièces de rechange et consommables nécessaires à la sécurité des équipements et à son utilisation dans des conditions normales de fonctionnement.**

POSTE D'EXÉCUTION	Maintenance Préventive
POSTE A	Prestation forfaitaire annuelle en Garantie de base
POSTE B	Prestation forfaitaire annuelle de Base + Garantie étendue (Franchise d'intervention 350 € HT)
POSTE C	Prestation forfaitaire annuelle avec Garantie Totale

**Le « délai d'intervention » :** Ce délai s'entend comme délai maximum après réception d'un appel ou de la réception de tout moyen approprié convenu au préalable dans le cadre de la mise en place du marché (délais de transports compris) pour que le technicien ou l'équipe de techniciens en nombre suffisant, compte tenu de l'importance de la panne, du matériel, de la typologie du bâtiment puisse exécuter les prestations sur l'équipement concerné.

Le mainteneur compte tenu de son obligation de résultat dans la mise en place d'une action palliative, fera son affaire des délais de réparation, délais d'exécution à hauteur des franchises d'intervention prévues au contrat, excepté pour les sites et équipements en « garantie totale » possédant un périmètre d'exemption sans limite financière.

**L'astreinte :**

L'accord cadre prévoit la possibilité de recourir à un service d'astreinte, dans le cas d'une nécessité d'interventions correctives diligentées par les services gestionnaires.

Deux régimes d'astreintes sont présents à l'accord cadre et selon les nécessités de service, la nature des équipements. Le service gestionnaire optera pour l'un des deux régimes. Dans la mesure du possible le même régime d'astreinte sera choisi pour l'ensemble des équipements présents sur un même site. Le régime d'astreinte retenu définira le délai d'intervention maximum d'intervention du prestataire après l'appel.

- **Régime 1** : L'astreinte en jour et heure ouvrables associée à la prestation forfaitaire annuelle pour l'ensemble des sites et les équipements du marché associés selon le poste d'exécution retenu **Poste A, B ou C**.

Poste d'exécution	Plage d'intervention / Dépannage	Régime d'intervention	Délai Maximum d'intervention sur appel
Postes A, B, C	Jour Ouvrable du Lundi au Samedi	De 8h00 à 20 H00	Au maximum le jour Ouvré Contigu à la demande en heure ouvrable

- **Régime 2** : L'astreinte 24h/24 et 7 jours sur 7, associée à la prestation forfaitaire annuelle pour l'ensemble des sites ou les équipements du marché associés selon le poste d'exécution retenu **Poste A, B ou C**.

Poste d'exécution	Plage d'intervention / Dépannage	Régime d'intervention	Délai Maximum d'intervention sur appel
Postes A, B, C	24h/24 et 7 jours / 7jours	24h/24 et 7 jours/ 7jours	Au maximum 4 Heures après l'appel

Le service d'astreinte comportera un centre d'appel qui enregistrera l'heure précise de la demande d'intervention. Le technicien en charge de l'intervention confirmera son heure d'arrivée au responsable de site.

Pour certains sites, le prestataire est susceptible d'intervenir pour dépannage, 24h/24, 7 jours/7 dans des délais contraints selon le poste de maintenance dont bénéficie l'équipement concerné.

## 2. FORME DU MARCHÉ – ALLOTISSEMENT

Le présent marché est un accord cadre de prestations de services exécuté par émission de bons de commande sans minimum mais avec un maximum de commande mentionnés au tableau ci-après.

Le marché est mono-attributaire par lot en application de l'article R2162-9 du code de la commande publique. Il est passé par le Préfet de la région Hauts-de-France pour le compte des services déconcentrés et opérateurs de l'État, coordonnés selon les dispositions des articles L2113-6 à L2113-8 du code de la commande publique.

Le marché est passé après consultation par appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles L2124-1, L2124-2 et R2124-1, R2124-2 du code de la commande publique.

Le marché est à **obligation de résultat** :

Dans le cadre des interventions correctives notamment, au sens des normes AFNOR NF EN 13306, NF X 60-000, ou tout autre norme en vigueur au moment du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les actions palliatives suffisantes destinées à permettre à l'équipement d'accomplir provisoirement tout ou partie de ses fonctions requises, afin de mettre un terme au désordre.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants attendus libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat.

Le marché ne comporte pas d'option.

Le marché est composé de 4 (quatre) lots géographiques déterminés de la manière suivante :

Allotissement	Désignation	Montants
Lot n°1	Département du Pas de Calais (62)	Sans minimum Maximum 2 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°2	Département du Nord (59) - Arrondissements de Lille et Dunkerque	Sans minimum Maximum 3 200 000 € HT / 4 ans
Lot n°3	Départements du Nord (59)– Arrondissements de Douai, Cambrai, Valenciennes et Avesnes-sur-Helpe	Sans minimum Maximum 2 000 000 € HT / 4 ans
Lot n°4	Départements de l'Aisne (02), de l'Oise (60) et de la Somme (80)	Sans minimum Maximum 4 800 000 € HT / 4 ans

### 3. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché est réparti en deux types de prestation :

• **Prestation de maintenance Préventive : Sur la base d'une prestation forfaitaire annuelle principale (opérations de prévention)**, destinée à assurer la couverture de la maintenance périodique réglementaire sous forme d'actions préventives, exécutée par l'émission de bons de commande d'une durée maximum de 12 mois, ou pour une durée allant de la date d'intégration au 31 décembre de l'année en cours.

La prestation de maintenance préventive intègre un niveau de franchise d'intervention, ainsi qu'un régime d'astreinte et de délais d'intervention selon les postes de maintenance et l'unité d'œuvre retenus par le service émetteur.

• **Prestation de maintenance Corrective : une prestation récurrente subsidiaire (opérations curatives)**, attribuée par une émission de bons de commande, à la survenance du besoin, et si ces prestations ne sont pas déjà couvertes par le poste d'exécution retenu.

- **Est entendu par « maintenance » :**

« L'ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise. » (norme NF EN 13 306 X 60-319).

- **Est entendu par « maintenance préventive » :**

La maintenance périodique réglementaire à savoir :

« La Maintenance exécutée à des intervalles prédéterminés (ou selon des critères prescrits) et destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien » (norme NF EN 13306 X 60-319 ).

La maintenance préventive comprend :

- la maintenance systématique,
- la maintenance conditionnelle,
- la maintenance prévisionnelle.

- **Est entendu par « maintenance corrective » :**

« La Maintenance exécutée après détection d'une panne et destinée à remettre un bien dans un état dans lequel il peut accomplir une fonction requise » (norme NF EN 13 306 X 60-319).

La maintenance corrective comprend les actions palliatives ainsi que curatives.

Cette répartition permet d'assurer :

**1) La maintenance préventive des équipements :**

De niveau 1 à 4 (Norme FDX 60.000), suivant les règlements en vigueur applicables en France et les préconisations des fabricants, qui constitue la commande initiale du marché.

Outre les obligations réglementaires, la maintenance préventive a pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou de dégradation des installations et intègre :

la maintenance systématique :

« Maintenance préventive exécutée à des intervalles de temps préétablis ou selon un nombre défini d'unités d'usage mais sans contrôle préalable de l'état du bien » (extrait norme NF EN 13 306 X 60-319),

la maintenance conditionnelle :

« Maintenance préventive basée sur une surveillance du fonctionnement du bien et/ou des paramètres significatifs de ce fonctionnement intégrant les actions qui en découlent » (extrait norme NF EN 13 306 X 60-319),

la maintenance prévisionnelle :

« Maintenance conditionnelle exécutée en suivant les prévisions extrapolées de l'analyse et de l'évaluation de paramètres significatifs de la dégradation du bien » (extrait norme NF EN 13 306 X 60-319).

**2) La maintenance corrective des équipements :**

Dans le cadre de l'exécution des prestations forfaitaires annuelles et jusqu'au niveau financier déterminé dans le cadre de la franchise d'intervention, par équipement et par intervention :

**Pour le Poste A : Pas de franchise d'intervention**

permettant au sens de la norme NF EN 13 306 X 60-319, toutes actions correctives de niveau 1 à 4 ( Norme FDX 60.000). Les actions correctives seront réalisées jusqu'au niveau 3, dès le 1<sup>er</sup> Euro à partir de l'émission d'un devis et sur la base des taux horaires, coefficients régime horaire, bordereau des prix unitaire , rabais prévus au contrat dans le cadre de prestations subsidiaires complémentaires.

**Pour le poste B : Franchise d'intervention de 350 € HT**

permettant au sens de la norme NF EN 13 306 X 60-319, toutes actions correctives de niveau 1 à 4 ( Norme FDX 60.000). Au-delà de ce plafond les actions correctives sont réalisées jusqu'au niveau 3, par devis et sur la base des taux horaires, coefficients régime horaire, rabais prévus au contrat dans le cadre de prestations subsidiaires complémentaires.

**Pour le Poste C :** toutes les actions correctives, sans notion de plafond de franchise, sont prises en compte par le mainteneur dans le cadre de son forfait annuel en garantie totale.

<b>Définition des niveaux de maintenance 1 à 5</b>
----------------------------------------------------

- **Niveau 1 :** Actions simples nécessaires à l'exploitation et réalisées sur des éléments facilement accessibles en toute sécurité à l'aide d'équipements de soutien intégrés au bien. Ce type d'opération peut être effectué par l'utilisateur du bien avec, le cas échéant, les équipements de soutien intégrés au bien et à l'aide des instructions d'utilisation.
- **Niveau 2 :** Actions qui nécessitent des procédures simples et/ou des équipements de soutien (intégrés au bien ou extérieurs) d'utilisation ou de mise en œuvre simple.

Ce type d'actions de maintenance est effectué par un personnel qualifié avec les procédures détaillées et les équipements de soutien définis dans les instructions de maintenance.



Un personnel est qualifié lorsqu'il a reçu une formation lui permettant de travailler en sécurité sur un bien présentant certains risques potentiels, et est reconnu apte pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés, compte tenu de ses connaissances et de ses aptitudes.

- **Niveau 3** : Opérations qui nécessitent des procédures complexes et/ou des équipements de soutien portatifs, d'utilisation ou de mise en œuvre complexes.

Ce type d'opération de maintenance peut être effectué par un technicien qualifié, à l'aide de procédures détaillées et des équipements de soutien prévus dans les instructions de maintenance.

- **Niveau 4** : Opérations dont les procédures impliquent la maîtrise d'une technique ou technologie particulière et/ou la mise en œuvre d'équipements de soutien spécialisés.

Ce type d'opération de maintenance est effectué par un technicien ou une équipe spécialisée à l'aide de toutes instructions de maintenance générales ou particulières.

- **Niveau 5** : Opérations dont les procédures impliquent un savoir-faire, faisant appel à des techniques ou technologies particulières, des processus et/ou des équipements de soutien industriels.

Par définition, ce type d'opérations de maintenance (rénovation, reconstruction, etc.) est effectué par le constructeur ou par un service ou société spécialisée avec des équipements de soutien définis par le constructeur et donc proches de la fabrication du bien concerné.

Les dispositions du marché sont décrites dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes. Le contenu des prestations est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

#### 4. TYPOLOGIE DES INSTALLATIONS CONCERNÉE PAR LE MARCHÉ

D'une manière générale, le présent marché porte sur les installations de portes souples, portes sectionnelles, portails, rideaux métalliques, barrières, barrières levantes, bornes escamotables et autres dispositifs de fermeture automatiques ou semi-automatiques des sites suivants :

- Locaux à usage de bureaux,
- Locaux et établissements recevant du public,
- Locaux d'enseignement,
- Commissariats de police,
- Casernes et brigades de gendarmerie,
- Logements de fonction,
- Locaux à usage technique (entrepôts, garage, atelier, parking, local d'équipement),
- Locaux spécifiques (salles d'audience de juridiction, centres de détention, restaurants administratifs...).

La liste des installations concernées par les prestations objet du présent accord cadre figure à l'[annexe 4 du RC](#).

Le parc dont les caractéristiques sont détaillées dans ces annexes est susceptible d'évoluer en plus ou en moins sur toute la durée d'exécution de l'accord cadre.

La description et la spécification des équipements à maintenir sont celles stipulées dans le CCTP et dans les pièces, plans et schémas des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE) à disposition dans les sites concernés.

## 2. CLAUSE DE RÉEXAMEN & PRESTATIONS SIMILAIRES

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet de **marchés similaires** dans les conditions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, afin de couvrir les prestations de maintenance complémentaires sur des installations de portes, portails, rideaux métalliques, barrières et autres dispositifs de fermeture automatiques ou semi-automatiques.

Les marchés de prestations similaires devront être passés dans les conditions de l'article 4 (durée du marché) et 2 (Modalités d'ajout et de retrait d'équipements et des sites) du présent CCAP.

#### **Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications à l'accord-cadre pourront être apportées en cours d'exécution.

Les modifications unilatérales suivantes seront appliquées par la voie d'un certificat administratif à l'accord-cadre (AC):

- Changement de dénomination sociale, adresse, SIRET, RIB...
- Fusion, absorption du titulaire...
- Ajout d'un service bénéficiaire si ce dernier est nommé comme « intégré » ou « pouvant intégrer » l'accord-cadre dans l'annexe au CCAP.

Les certificats administratifs, ordres de service l'accord-cadre sont conclus par la PFRA.

La modification suivante fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre et sera pris par la PFRA :

- Ajout de nouveaux besoins liés à des équipements non répertoriés par le présent accord-cadre.

Les modifications impactant les bons de commande (BdC) sont à la main du service bénéficiaire :

- En cas de fermeture d'un bâtiment ou plusieurs bâtiments, toutes les prestations concernant ces bâtiments seraient de facto résiliées dans un délai d'un mois, sans que le prestataire ne puisse à aucun moment prétendre à une quelconque indemnisation. Une facture pourra être émise au prorata du nombre de mois réalisés. Tout mois entamé est dû. Exemple : forfait annuel de 300 euros. Les prestations sur ce site s'arrêtent au 30 septembre, soit 9 mois d'exécution, soit une facturation possible de  $300 \times 9 / 12 = 225$  euros ;
- Ajout ou retrait d'équipement ;
- Modification du volume des prestations à la hausse ou à la baisse ;
- Interruption et/ou suppression de manière temporaire ou définitive de prestations. Le cas échéant, le titulaire devra s'adapter ;
- Ajout ou suppression de site(s) notamment en cas de fermeture (totale ou partielle) ;
- Modification financière supérieure à +/- 10% entre le recensement et l'inventaire de départ (les modifications à la hausse comme à la baisse inférieure à 10% n'entraîneront pas de modification de montant

La mise en œuvre de ces modifications sera subordonnée à la seule décision de l'Acheteur. Ces dispositions ne pourront en aucun cas donner lieu à indemnisation de la perte ou d'un éventuel manque à gagner.

### **3. CLAUSE D'INSERTION PAR L'ÉCONOMIE**

#### **1. Le principe**

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

#### **Les publics éligibles**

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes.

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département

- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail sur avis motivé des structures précisant les difficultés d'insertion professionnelle.
- Personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.
- Les personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

Pour les candidatures qui ne seraient pas déjà identifiées par le facilitateur, l'entreprise s'engage à fournir un justificatif démontrant leurs éligibilités au titre de la clause sociale de moins de 3 mois.

**L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste. Aucune éligibilité ne pourra être reconnue pour les salariés déjà en activité sur le marché.**

### **Volume d'heures de travail réservées**

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre **(y compris la ou les périodes de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de trente-cinq (35) heures par tranche de cinquante mille (50 000) euros H.T de commandes facturées.** Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

**Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les six derniers mois du marché ne seront pas prises en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion. Ainsi, en cas de reconduction du marché, si celui-ci se déroule du 01/01/2026 au 31/12/2029, seules les commandes effectuées entre le 01/01/2026 et le 30/06/2029 seront prise en considération dans le calcul de la clause sociale.

### **Comptabilisation des heures**

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- **les heures travaillées rémunérées**
- **les congés payés**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les jours fériés**, pris sur ce marché.
- **les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- **les arrêts maladie**, pris à l'occasion de ce marché.
- **les heures de formation réalisées** dans le cadre du contrat de travail (CDD, CDI, alternance, intérimaire) ou lors de CDIPI, de CIPI (ou équivalent), si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire et à condition que le projet ait été préalablement convenu entre les parties (publics en insertion, opérateur, facilitateur et entreprise). Le nombre d'heures de travail doit être supérieur au nombre d'heures de formation.

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

## **Durée de valorisation au titre de la clause sociale**

### **1 / La règle générale**

Pour un participant éligible à la clause sociale et répondant aux critères définis ci-dessus, ses heures de travail seront valorisées pour une durée maximum de 24 mois sur la même procédure d'achat. La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

### **2 / Les cas particuliers**

#### **Valorisation d'un même candidat à travers plusieurs contrats de travail**

Dans le cadre d'une même procédure d'achat (y compris sur des lots différents), un même candidat peut être valorisé au titre des clauses sociales à travers plusieurs contrats différents issus ou non du même employeur. **Toutefois, dans le cas où une période d'interruption entre deux contrats serait supérieure à 6 mois, l'éligibilité de la personne concernée devra impérativement être vérifiée et démontrée.** Un même individu ne peut toutefois pas être valorisé plus de 24 mois sur une même procédure.

#### **L'embauche en CDI du candidat**

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application de la clause sociale d'insertion du marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée de valorisation totale du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application de la clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

#### **Globalisation**

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès du donneur d'ordre et/ou du facilitateur mentionné dans les définitions du présent CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et **LA PFRA**. Elle peut être recevable par le facilitateur et **LA PFRA** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

### **Modalités de réalisation**

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

**L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.**

#### **Modalité n°1 : Embauche directe**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

#### **Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

#### **Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

### **En cas de recours à la sous-traitance**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et **LA PFRA** afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

## **2. L'accompagnement de l'insertion**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, **LA PFRA** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

**Mission Emploi Lys-Tourcoing**  
**85 rue des Ursulines 59200 Tourcoing**  
**Contact : M. Hugo VANDAMME**  
**03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40**  
[hvandamme@lamelt.fr](mailto:hvandamme@lamelt.fr)

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- .D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché

- .De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- .D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- .De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- .De suivre l'application de la clause pour **LA PFRA**
- .Faciliter les relations entre **LA PFRA**, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

## **3. Modalités de contrôle**

### **3.1 Dispositions générales**

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Pour faciliter la réalisation de la clause sociale, le facilitateur ou **LA PFRA** fournira à l'entreprise un dossier « *Modalités de mise en œuvre des considérations sociales* » comprenant la liste des pièces attendues en fonction des situations et des fiches types de justification.

### **3.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique**

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer **LA PFRA** et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

### **3.4 Règles liées au respect du RGPD**

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOUSET, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

### **3.5 Respect des engagements et pénalités**

Dans le cas où le titulaire n'exécuterait pas son engagement en matière d'insertion, après deux mises en demeure restées infructueuses, des pénalités pourront être appliquées.

- Absence au rendez-vous fixé par **LA PFRA** autour de la démarche d'engagement et de suivi de la démarche d'insertion suivant la notification du marché en présence du prestataire désigné : 50 € forfaitaire.
- Absence de transmission d'information trimestrielle sur la mise en œuvre des heures de clause : 50 € forfaitaire
- En cas de non-respect des attentes horaires définies dans l'acte d'engagement, pénalité de (60 €) par heure non réalisée.

## **4. L'insertion à l'issue du marché**



Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

#### 4. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une durée de deux **(2) ans** à compter de sa notification.

Le marché pourra faire l'objet de deux **reconductions d'une durée de douze mois, la durée totale du marché ne pouvant excéder 48 mois**. Le marché est automatiquement reconduit sauf s'il est dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard trois (3) mois avant la fin de la période initiale, ou de la première année de reconduction. Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

**Les équipements listés aux annexes 2 à 5 de l'AE intégreront le marché à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 pour la plupart, cependant certains sites et équipements pourront être rattachés au marché à une date ultérieure en fonction de l'expiration de leurs contrats de maintenance respectifs. La facturation sera alors établie au prorata du nombre de mois pour la période contractuelle.** Dans l'hypothèse où un bâtiment ferait l'objet de plusieurs contrats de maintenance en cours, les installations seront prises en charge par le titulaire du marché au fur et à mesure de la fin des contrats précédents.

L'offre remise par les candidats ne tiendra pas compte de ces dates d'intégration variables et sera établie pour une année entière pour l'ensemble des sites. Le début des opérations de maintenance préventive sera fixée par les bons de commandes.

Pour les installations faisant l'objet de plusieurs contrats, la facturation sera établie sur la base des éléments mentionnés dans la décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement.

#### 5. PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes : ses annexes financières (le bordereau de prix unitaires pour chacun des lots et les BPU en annexes 1, 6 et 7) ;
- Le CCAP, et ses annexes dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le CCTP et ses annexes ;
- Le cadre de réponse, la mise au point éventuelle et les pièces supplémentaires présentées par le candidat retenu ;
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les avenants, postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG FCS n'est pas annexé au présent marché. Il est consultable à l'adresse suivante : <http://www.marche-public.fr/CCAG-FCS/CCAG-FCS-2009-Plan.htm>

Les bons de commandes ont valeur contractuelle.

Les titulaires sont réputés connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux prestations objet du présent marché.

## 6. SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L 2193-3 du code de la commande publique, les titulaires peuvent sous-traiter partiellement leurs prestations dues aux titres de l'accord-cadre.

La déclaration d'un sous-traitant et la demande d'agrément de ses conditions de paiement sont faites conformément aux articles L 2193-4 à L 2193-14 et R 2193-16 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Après la notification de l'accord-cadre, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement est de la responsabilité du service ordonnateur du bon de commande à laquelle la sous traitance se rattache.

Une fois l'acte spécial de sous-traitance conclu, le service en informe sans délai la PFRA Hauts-de-France qui en assurera la notification.

Il n'est pas possible de sous-traiter des prestations dont la créance a été cédée ou nantie et/ou à venir.

## 7. MODALITÉS D'EXÉCUTION / BONS DE COMMANDES

### 7.1 Bons de commandes

Les bons de commandes sont émis tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande ne peut dépasser le terme de l'accord cadre.

Le parc devra avoir été repris en gestion sans attendre les bons de commande qui ne pourront être émis par les services que lorsque les crédits budgétaires leur auront été délégués (courant 1<sup>er</sup> trimestre). Lors de la mise en place du marché, les services indiqueront le niveau de garantie souhaitée par appareil afin de permettre de programmer les visites de maintenance.

### 7.2 Lieu d'exécution des prestations

Les sites d'intervention sont définis aux [annexes 2 à 5 à l'acte d'engagement](#) (les BPU reprennent les parcs par lot). Ils sont répartis par lots géographiques.

Différents types de locaux sont concernés :

- locaux à usage de bureaux,
- locaux et établissements recevant du public,
- commissariats de police,
- centres pénitentiaires,
- logements de fonction,
- locaux à usage technique (entrepôts, garage, atelier, parking, local d'équipement),
- locaux spécifiques (salles d'audience de juridiction, centres de détention, restaurants administratifs...)

Les locaux de police, gendarmerie et les centres pénitentiaires font l'objet de mesures d'accès spécifiques définies en [annexe 2 et 3 au présent CCAP](#) « Conditions d'accès aux services de police, gendarmerie, et centres pénitentiaires ».

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de ces conditions d'accès spécifiques et avoir tenu compte des temps d'attente engendrés dans la fixation de ses prix de maintenance préventive.



### 7.3 Modification de la liste des sites / équipements

La liste des équipements à maintenir est détaillée à l'[annexe 4 au RC](#) « recensement de parc » (1 onglet par lot) . Au cours de l'exécution du marché, cette liste est susceptible d'évoluer en fonction notamment :

- d'ajout de services ou établissements bénéficiaires ;
- d'ajouts ou retraits de sites ;
- d'ajouts ou retraits d'équipements.

**Les modifications du nombre de sites** sont gérées au niveau des bons de commandes par les services gestionnaires.

Le service bénéficiaire ne peut retirer un site qu'en cas de déménagement, de fermeture ou de reprise de contrat par le propriétaire.

Une substitution de site s'analyse comme l'ajout d'un site et la fermeture concomitante d'un autre site.

- **Dans le cas d'ajout d'un site**, le service bénéficiaire respecte un préavis de 1 mois avant le démarrage des prestations, il transmettra un tableau de recensement des équipements à prendre en charge sur le nouveau site.

**Il utilisera à cet effet le fichier « BPU » du lot correspondant, fichier reprenant les équipements recensés et le prix de maintenance associé pour mise à jour de son périmètre. Le fichier ainsi mis à jour des caractéristiques des équipements, et du prix associé validé par le titulaire, est à communiquer à la PFRA pour mise à jour du parc.**

- **Dans le cas de fermeture de site**, le titulaire est dégagé de ses obligations vis à vis de ce site. Les conditions de retrait de ces sites sont fixées par décision modificative, l'ordonnateur respecte 1 préavis de 1 mois avant la date de fermeture pour informer le titulaire, y compris par voie dématérialisée avec preuve de réception.

#### **Ajout ou retrait d'équipements / Se référer à la clause de réexamen en article 2 au CCAP**

Chaque responsable de site signalera par écrit au titulaire de l'accord cadre, tout ajout ou retrait d'équipement par rapport au recensement contradictoire.

L'ajout ou le retrait d'équipements donnera lieu systématiquement à une décision modificative selon les conditions fixées à l'article 2 du CCAP. **Voir paragraphe précédent pour la communication à la PFRA de la mise à jour du parc.**

Les prestations à redevance forfaitaire, relative à la maintenance préventive des équipements ajoutés ou supprimés, seront facturées selon les dispositions au présent CCAP.

Les prix de l'accord cadre et du bordereau des prix unitaire « BPU Prestations forfaitaires par type d'équipement » constituent une base de prix de référence pour les équipements qui seront intégrés pendant l'exécution de l'accord cadre.

**Le titulaire ne pourra effectuer aucune modification de son fait sans l'accord écrit conjoint du représentant du pouvoir adjudicateur signataire du marché à passer et du responsable de site.**

Toutes les modifications de parc sont actées selon les modalités mentionnées à la clause de réexamen à l'article 2 du CCAP :

Les avenants d'actualisation du périmètre seront pris par la PFRA uniquement 2 fois par an en globalisant les modifications sur la période précédente. Les services veilleront donc bien à remonter à la PFRA les actualisations de leur parc en envoyant le fichier « BPU » actualisé, sans modification de forme.

La PFRA sera ainsi en mesure d'intégrer la mise à jour du fichier global de recensement du parc (fichier BPU par lot reprenant le parc et les tarifs associés), pour avenant et intégration dans l'EJ du marché.

## 7.4 Modalités d'exécution des prestations

### **Pour la maintenance préventive :**

1. Sur la base des données fournies à l'accord cadre par le mainteneur, le service gestionnaire procédera à **l'établissement du bon de commandes** couvrant ses besoins en maintenance préventive.
2. Le titulaire procédera à une visite de prise en charge avec audit d'entrée où il apportera si besoin les corrections ou ajustements nécessaires par rapport aux données de recensement initiales (exemple : modification du type d'équipement, ajout d'équipement, etc...). Un acte modificatif, prenant en compte les modifications, sera établi par le service concerné.  
**La PFRA devra en être informée pour mise à jour du parc.**  
Cette visite se fera idéalement dans un délai de 6 semaines à compter de la réception du bon de commande, et au plus tard lors de la 1ère visite de maintenance préventive.
- 3- A compter de la réception du bon de commande ou de l'acte modificatif, le mainteneur titulaire exécutera les opérations de maintenance préventive et élaborera un planning d'intervention en collaboration avec le gestionnaire.

Lors de l'émission du bon de commande, pourra y être annexé l'extraction du fichier BPU du lot considéré (en faisant un filtre sur les équipements du service émetteur de la commande).  
Le BPU faisant clairement apparaître les sites, bâtiments et équipements, le service bénéficiaire n'aura qu'à mentionner le type de poste de maintenance et du niveau d'astreinte choisi en fonction du niveau du maintien en condition opérationnelle sur la période considérée.

**Les prestations commandées dans le cadre du forfait annuel couvrant les prestations minimales de base, prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire tout au long de l'exécution de l'accord cadre et des bons de commandes sur la période considérée.**

### **Pour la maintenance corrective :**

Les prestations de maintenance corrective qui nécessitent des changements de pièces détachées non couvertes par la franchise d'intervention, ou pour les sites non couverts par le poste d'exécution (C) en garantie totale, sont exécutées par bons de commande subsidiaires complémentaires (article 3.7 du CCAG Fournitures courantes et Services) et comportent au minimum les informations suivantes :

- l'identification des parties contractantes,
- le site concerné,
- la codification à l'administration de l'équipement et la codification propre au mainteneur,
- régime d'intervention (urgence...),
- la référence du devis,
- la définition de l'objet du marché,
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement,
- le prix HT, le montant de la TVA, le prix TTC et les conditions de règlement.

Le devis d'exécution des prestations sera adressé de préférence par messagerie électronique. L'acceptation du devis vaudra bon de commande et fera l'objet d'un bon de commande de régularisation. **Le devis devra clairement faire apparaître la franchise dont bénéficie l'équipement concerné**, et qui sera déduite du montant total.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, par la remise en fonctionnement (éventuellement en mode dégradé par une action palliative) des installations en cas de panne, sans qu'il soit nécessaire qu'un bon de commande soit émis. **Les actions de recherche de panne, de diagnostic par le mainteneur de la cause de la panne ne constituent pas une action de maintenance corrective.**

### **Récapitulatif :**

Acte administratif		Livrable ou service attendu
Prestation 1 : Maintenance Préventive		
1 & 2	Elaboration du bon de commande sur la base de l'accord-cadre et du recensement  Visite de prise en charge avec audit d'entrée et acte modificatif au marché subséquent si nécessaire	Inventaire exhaustif des installations dit « audit d'entrée » avec remise à jour et communication du tableau de recensement des équipements (à communiquer à la PFRA)
3	Elaboration d'un planning de maintenance préventive en collaboration avec le titulaire.	
Prestation 2 : Maintenance Corrective		
1	Appel pour dépannage	Réponse et intervention du titulaire dans les délais prévus à l'acte d'engagement et émission d'un devis
2	Vérification du devis puis validation du devis ou émission d'un bon de commande suivant le devis	Intervention de maintenance corrective avec émission d'un rapport intervention attestant des prestations réalisées.

### 7.5 Audits : inventaire de départ / Inventaire exhaustif / démobilisation

A réception du bon de commande, le titulaire fournira un audit d'entrée lors de la prise en charge du site dans le cadre de son inventaire de départ, et un audit technique de sortie du marché, dans le cadre des opérations de démobilisation, au titre du présent forfait. **Ce document devra faire apparaître des préconisations techniques et le cas échéant des alertes concernant les équipements jugés vétustes.**

Le but de l'audit conduit par le titulaire est de permettre à l'administration d'évaluer le niveau de technicité ainsi que l'état des équipements et installations d'un site donné, lors de la prise en charge du marché et lors de la sortie.

En cours d'exécution, l'administration se réserve la possibilité de confier à une ou à plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations.

#### Audit d'entrée / inventaire de départ / inventaire exhaustif :

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent marché fait l'objet d'une liste indicative, jointe en [annexe 4 au RC](#). Seuls sont listés les principaux équipements, mais il conviendra pour le prestataire, dans le cadre de l'audit de départ, de prendre en compte dans les prestations à réaliser, l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement.

Le titulaire aura un délai **idéalement de six semaines** (et au plus tard lors de la 1ère visite de maintenance préventive) à compter de la notification du bon de commande pour stabiliser la liste du matériel à maintenir et fournir à chaque responsable de site un inventaire exhaustif des équipements présents dans le bâtiment (nombre et type de matériels, marques, caractéristiques techniques).

La réalisation de l'inventaire exhaustif ne saurait donner lieu à modification du prix de l'offre du titulaire sauf erreur manifestement importante dans le descriptif des équipements fourni par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cas, la procédure de l'acte modificatif sera utilisée ou, à défaut, dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur.

### 7.6 Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le C.C.A.P. et le C.C.T.P.

### ***7.7 Remise des équipements en fin de marché / Démobilisation / Plan de réversibilité***

En fin d'exécution du marché, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements est établi en fin de marché, 2 mois avant la date de fin de la période contractuelle. Tout défaut de communication des pièces dans les délais vaudra l'application des pénalités prévues au contrat.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte ) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

A cet effet, il établit dans les **six mois** suivant le début d'exécution du marché un plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité et de transmissibilité.

Régulièrement mis à jour, ce plan est soumis à l'approbation du responsable de site et du comité de pilotage éventuel 4 mois avant la fin de l'accord-cadre.

Le document décrit notamment:

- le périmètre d'application;
- les conditions générales d'exécution des opérations de démobilisation, dont : l'organisation à mettre en place, les phases de mise en œuvre, les contraintes de planning et les dates clés, les engagements en matière d'assistance technique, les informations, documents et données à transmettre et à transférer garantissant la continuité des prestations.

### ***7.8 Accès – consignes***

Au cours de son intervention dans les locaux, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique.

Pour chaque établissement, avant la première intervention sur le site, le responsable de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements dont il doit assurer la maintenance.

A la fin du marché, le titulaire restitue au responsable de site, les badges et les clés, y compris les copies qu'il aurait pu exécuter.

Dans l'hypothèse où la perte ou le vol d'une clé entraînerait, pour des motifs de sécurité, le remplacement d'un ensemble de fermetures, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le changement du système de fermeture.

### ***7.9 Secret professionnel – Restriction de circulation - Confidentialité***

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités du site l'exigeraient, le responsable du site peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents du titulaire l'accès à certains locaux.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, sous quelque forme que ce soit, les renseignements qu'il aurait pu recueillir pendant l'exécution de la prestation.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'activité du site tant vis-à-vis du personnel de ce dernier que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

### ***7.10 Documentation - Information***

Le titulaire a accès, dans les locaux de la personne publique, aux plans disponibles concernant les équipements techniques objets du présent marché.

Lors de ses interventions, le titulaire peut, s'il le souhaite, et dans la mesure du possible, être accompagné par le responsable de site ou son représentant, afin de lui fournir toutes explications et renseignements dont il aurait besoin.

### **7.11 Plan de prévention**

Le titulaire devra fournir à chaque responsable de site, tous les renseignements nécessaires à l'élaboration du plan de prévention conformément aux prescriptions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 et de la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996.

### **7.12 Outils / Moyens de levage**

Le titulaire met en place à ses frais l'ensemble des moyens conformes à la bonne exécution de ses prestations, notamment :

- L'outillage ;
- Les équipements de manutention ;
- Les échelles, échafaudages, plates-formes élévatrices, platelages ;
- Les protections ;
- Les véhicules ;
- Les tenues de travail ;
- Les équipements de radio, téléphonie et informatiques de ses personnels.
- Les outils nécessaires à la programmation des automates et systèmes de programmation des équipements de contrôles d'accès asservis aux équipements maintenus.

### **7.13 Obligation de conseil**


Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Dans ce cadre, il pourra lui être demandé de participer aux opérations de réceptions des travaux diligentées par le Maître d'ouvrage, à titre consultatif, de l'assister à l'occasion des opérations de contrôles réglementaires périodiques, de participer aux réunions d'exploitation et autres revues de contrats dans le cadre de la gestion du présent marché.

L'ensemble de ces opérations est compris dans les prestations périodiques annuelles et n'ouvre pas droit à facturation complémentaire.

### **7.14 Règlement amiable des litiges en cours d'exécution du marché**

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

A défaut d'accord à l'issue de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site : [www.mediation-des-marches-publics.fr](http://www.mediation-des-marches-publics.fr)

 <p><b>Charte</b> RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES</p>	<p>En tant que signataire de la charte relation fournisseurs responsables, la Plateforme régionale des achats de l'État Hauts-de-France (PFRA) veille à la qualité des relations entre les administrations bénéficiaires et les entreprises attributaires. Aussi, pour toute question ou règlement amiable, vous pouvez joindre :</p> <p>Emeline PAVY Médiatrice interne <a href="mailto:emeline.pavy@hauts-de-france.gouv.fr">emeline.pavy@hauts-de-france.gouv.fr</a></p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

En cas de litige, et après échec de la médiation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français

seuls compétents. La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Lille  
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire  
CS 62039  
59014 Lille Cedex

A défaut, les dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS s'appliquent de plein droit.

## 8. VÉRIFICATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Cette vérification est effectuée soit par un référent technique des services déconcentrés ou des opérateurs de l'État, soit par un prestataire externe d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Le prestataire est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle et son exécution dans les délais réglementaires.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Ces opérations sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur les points suivants :

- la production de l'Inventaire exhaustif des installations dit "audit d'entrée",
- les interventions de maintenance préventive et émission bon d'intervention en attestant,
- les réponses et interventions du titulaire dans les délais prévus à l'acte d'engagement et émission d'un devis,
- les interventions de maintenance corrective et émission des bons d'intervention en attestant,
- le nombre et la qualité des interventions exécutées en référence au programme de maintenance préventive,
- l'état des installations et des équipements entretenus,
- la qualité des rapports d'interventions.

## 9. NATURE ET FORME DES PRIX

### 9.1 Forme et Contenu des prix

L'accord-cadre est traité à prix unitaires qui figurent au BPU. Les « forfaits de maintenance préventive » étant un prix unitaire de maintenance préventive.

Les prix sont réputés comprendre toutes les prestations décrites au présent CCP ainsi que dans son annexe « descriptif technique du BPU »

#### 9.1.1 - Maintenance périodique réglementaire annuelle / Prestation forfaitaire principale

Les prestations de maintenances périodiques réglementaires annuelles dans le cadre de la maintenance préventive programmée sont intégralement rémunérées sur les prestations dues au forfait annuel. Le forfait annuel de maintenance préventive constitue la commande initiale.

Le montant du forfait annuel de maintenance préventive est calculé pour chaque site au regard de l'ensemble des équipements qui y figurent en prenant en compte les dispositions suivantes :

- les frais nécessaires à la mise en place des visites périodiques annuelles selon le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment (frais de déplacements et main d'œuvre compris),

- la prise en compte des demandes d'interventions correctives dans les conditions de délais et régimes journaliers prévus au poste de maintenance selon l'option retenue et l'astreinte ,

- la prise en charge par le mainteneur dans son forfait de prestations, à titre de franchise d'intervention, toutes actions correctives au sens des normes AFNOR NF EN 13 306 et NF X 60-000, pouvant survenir pendant la durée d'exécution du bon de commande annuel préventif et dont le montant par intervention et par équipement ne saurait excéder la franchise d'intervention prévue au poste de maintenance concerné.

Le montant de la franchise d'intervention comprend par acte et par équipement, les frais de main d'œuvre, de déplacement et valeur des ingrédients, des pièces à changer, rabais le plus avantageux à l'administration déduit et taux horaire arrêtés au contrat appliqué. (Cf. annexe(s) financières à l'acte d'engagement).

### **9.1.2 - Maintenances correctives supplémentaires :**

Les prestations relatives à la maintenance corrective au-delà du montant pris en charge dans le cadre de la franchise d'intervention sont à prix forfaitaires :

Ces prestations sont réglées au titulaire aux conditions suivantes :

- soit sur devis, établi sur la base des bordereaux de prix unitaires définis dans l'[annexe 2 de l'acte d'engagement](#), accepté par émission d'un bon de commande ou par la signature du devis par le responsable de site intégrant les frais de déplacements et main d'œuvre assujettis ou non aux coefficients multiplicateurs applicables aux taux horaires arrêtés au marché, du rabais consenti sur les pièces le plus favorable à l'administration,
- soit pour les prestations urgentes, sur devis établi dans des conditions de prix similaires exposées précédemment (frais, rabais intégrés), accepté par le responsable de site. La facture est établie sur la base horaire et du coefficient de remise sur les fournitures, définis aux [annexes 6 et 7 à l'acte d'engagement](#).

#### **NOTE importante :**

Dans les deux cas, les devis proposés devront pour le poste d'exécution B tenir compte de la franchise d'intervention qui sera déduite du montant total, selon le site ou équipement concerné.

Le bon de commande pour les actions correctives produit par l'administration comporte au minimum les informations suivantes :

- l'identification des parties contractantes;
- le numéro de référence de l'engagement juridique (hors cadre prestations urgentes) ;
- le site concerné (adresse, numéro de référence du site);
- le numéro de codification interne de l'équipement (N° de l'administration et N° du Prestataire)
- le poste d'exécution retenu pour le site ou l'équipement concerné (poste A, B ou C) ;
- les prestations concernées et la quantité commandée;
- les dates du début d'exécution et d'achèvement;
- le prix HT rabais déduit, le montant de la TVA et le prix TTC franchise d'intervention déduite.

### **9.1.3 - Prestations supplémentaires éventuelles : « Garantie totale »**

Les prestations correctives seront intégralement prises en charge par le mainteneur comprenant l'ensemble des frais annexes (déplacement, fourniture des pièces, main d'œuvre, réglage, tests et programmations éventuelles), au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NFX 60-000 dans le cadre du forfait et ce, pendant toute la durée d'exécution du bon de commande annuel préventif pour les seuls équipements, bâtiments, sites bénéficiaires identifiés au préalable.

## ***9.2 Révision des prix***

Les prix peuvent être révisés annuellement. La 1<sup>ère</sup> révision pourra intervenir pour des prix révisés au 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Le mois d'établissement du prix est le mois de la remise des offres. Ce mois est appelé *mois zéro*.



Pour les révisions des années suivantes, il est tenu compte de l'indice N-1

La révision des prix unitaires des BPU (annexes 1 à 5) s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$P \text{ rév} = P0 \times (0,10 + 0,80 \text{ ICHT rev TS } n / \text{ ICHT rev TS } 0 + 0,10 \text{ BT-IPEA } n / \text{ BT-IPEA } 0)$$

Dans laquelle :

P rév = prix révisés ;

P 0 = prix établis au mois zéro ou à l'année N-1 pour les années suivantes ;

ICHT rév = dernière valeur mensuelle connue et publiée à la date de révision, de l'indice relatif au coût horaire du travail révisé, tous salariés, des industries mécaniques et électriques (ICHTrev-TS).  
Identifiant : 001565183

BT-IPEA rév = dernière valeur mensuelle connue et publiée à la date de révision, de l'indice des prix de l'entretien des bâtiments – Tous bâtiments. Identifiant : 010546546

Les Indices à prendre en compte pour la formule sont les derniers **indices publiés et fermes ou définitifs** au mois de révision sur le site Internet de l'INSEE

Le Titulaire est tenu de faire parvenir à la PFRA son calcul de révision dans un délai de 1 mois minimum avant la date prévue de révision. Ce calcul devra être envoyé par mail à l'adresse suivante : [pfra@hauts-de-france.gouv.fr](mailto:pfra@hauts-de-france.gouv.fr)

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix au moins 1 mois avant la date anniversaire de notification, et sans que la personne publique ne soit tenue de relancer le Titulaire, les prix sont réputés reconduits pour l'année civile suivante.

Règle applicable pour les arrondis :

La formule de calcul par tableur type Excel avec 4 décimales pour le prix révisé sera prise en compte. Le coefficient final sera arrondi à 2 décimales et la règle de l'arrondi par défaut pour excès s'applique.

Neutralisation de révision positive :

Le titulaire a également la possibilité de faire part de son souhait de neutraliser la révision / de ne pas l'appliquer, pour la période annuelle suivante. Il doit alors le signaler par mail à la PFRA dans le délai de 1 mois avant la nouvelle période du marché.

Clause de sauvegarde :

La personne publique se réserve la possibilité de négocier et, le cas échéant, en l'absence d'accord, de résilier sans indemnité le marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque le changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an par ligne de BPU.

Révision de prix en contexte de fluctuation des matières premières :

Conformément aux articles R.2112-13 et R.2112-14 du Code de la Commande Publique : Toute révision de prix fera l'objet d'une demande de l'entreprise suivie d'un dialogue et d'un accord avec le pouvoir adjudicateur. Une fréquence inférieure à un an pourra être prévue sur demande de l'entreprise et plafonnée à 5% par révision



## 10. MODALITÉS DE PAIEMENT

### 10.1 Règlements

Les paiements des prestations afférentes à ce marché sont à la charge de chaque service bénéficiaire. Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG/FCS.

Les prestations relevant de la maintenance corrective font l'objet d'une facturation séparée hormis pour les sites ayant intégrés la garantie totale.

#### *Mentions obligatoires :*

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 nonies A de l'annexe II du code général des impôts et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Les factures comportent notamment les mentions suivantes :

- une date d'émission ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- la référence de l'accord-cadre (numéro d'engagement juridique) ;
- les références du bon de commande ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées
- les prix unitaires hors TVA ;
- le prix toutes taxes comprises

#### *Taux de TVA*

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### *Monnaie*

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

Dans tous les cas, la facturation est établie au prorata du nombre de mois de contrat de la période considérée. Pour les installations faisant l'objet de plusieurs contrats, la facturation est établie sur la base des éléments mentionnés dans la décomposition des prix annexée à l'acte d'engagement.

La facturation pour une prestation en cours de mois se fera au prorata/temporis du nombre de jours concernés. L'offre du titulaire portant sur le prix forfaitaire de la maintenance ne tient pas compte de ces dates d'intégration variables, elle est établie pour une année entière pour l'ensemble des sites.

### 10.2 Modalités relatives au paiement des prestations

#### 10.2.1 Avances

Conformément aux [articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la Commande Publique](#), une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros (€) HT, sauf renonciation expresse du titulaire. Le candidat devra indiquer son choix dans l'acte d'engagement. Le taux de l'avance est de 5%.

Cette avance sera versée au titulaire pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € H.T, sauf renonciation expresse de sa part.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et devra être terminé dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre de ce marché.

### **10.2.2 Paiement des prestations**

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire.

#### **Prestations de maintenance préventive**

Pour les prestations de maintenance préventive et des prestations associées annuelles, la facturation et les paiements seront trimestriels ou semestriels au choix du titulaire.

Le montant à verser correspond à un quart du montant du bon de commande annuel pour des paiements trimestriels et à la moitié du montant du bon de commande annuel pour des paiements semestriels.

Dans le cas d'une année calendaire incomplète, les prestations à prix forfaitaire relatives aux nouvelles installations sont facturées au prorata du nombre de visites réalisées. Pour les prestations facturées au prorata, tout mois commencé sera entièrement dû au titulaire.

- Mise en place d'un service fait présumé

Les prestations de maintenance préventive et les prestations associées annuelles, objet du présent marché sont éligibles à la procédure de service fait présumé.

Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les bénéficiaires et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

- Procédure de trop perçu en cas de recours à la procédure de service fait présumé

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite du bénéficiaire, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise au bénéficiaire.

Lorsque la procédure de remboursement prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, le bénéficiaire émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

- Réversibilité du recours au service fait présumé

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour un, plusieurs voire l'ensemble des bons de commandes relatifs à la maintenance préventive.

#### **Prestations de maintenance corrective**

Pour les prestations de maintenance correctives qui présentent un caractère ponctuel, la facturation et le paiement des prestations, se fait en une seule fois, après service fait.

La facturation fait suite à un devis préalable validé par le service bénéficiaire (6.4 du CCP).

### **10.2.3 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **10.2.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après admission des prestations réalisées par le bénéficiaire.

Une facture est émise par le titulaire pour chaque bon de commande reçu, ce dernier pouvant concerner de multiples sites abritant des équipements à maintenir.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence de l'accord-cadre ;
- le numéro d'EJ du lot ;
- le numéro d'EJ du bon de commande ;
- la date et le numéro de la facture ;
- la dénomination et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)

- le détail des prestations exécutées et la date de leur exécution ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires, notamment dans le cas du précompte des trop-perçus (service fait présumé)

### **Transmission des factures**

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit le **calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat** et de leurs établissements publics respectifs.

Depuis le **1<sup>er</sup> janvier 2020**, toutes les entreprises ont l'obligation de remettre leurs factures par voie dématérialisée sur le portail sur **CHORUS PRO** selon les modalités précisées à l'[annexe 4 du CCAP](#).

### ***10.2.5 Paiement direct des sous-traitants***

#### **Modalités de paiement direct :**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement sont agréées par l'acheteur, est payé directement, pour la partie du marché public dont il assure l'exécution, conformément aux articles R2193-10 à R2193-16 du code de la commande publique.

## **11. PÉNALITÉS**

### ***11.1 Pénalités pour retard d'intervention lors des opérations de maintenance préventive***

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, tout retard, par rapport au planning et à la date limite figurant sur la fiche d'intervention émise conformément au programme annuel qui aura été arrêté entre le responsable de site et le titulaire pourra être sanctionné par une pénalité journalière égale à 50 € HT par jour ouvré de retard, par site d'intervention.

### ***11.2 Pénalités relatives à l'exécution du marché***

Tout retard dans la remise des rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrées, audits de démobilisation et autres rapports visés par le CCTP, pourra entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard par site d'intervention et par type de document concerné.

Toute absence non excusée, aux réunions diligentées par le service gestionnaire technique ou l'administration responsable du marché notifié au titulaire avec un préavis de 1 mois minimum pourra entraîner l'application d'une pénalité de 350 euros HT sans qu'il soit réalisé de mise en demeure préalable.

### ***11.3 Réfaction en cas de mauvaise exécution***

En cas de mauvaise exécution des prestations il sera fait application de l'article 25.3 du CCAG-FCS.

### ***11.4 Pénalités pour intervention non concluante dans le cadre des dépannages***

L'intervention est considérée comme non concluante dans les cas suivants et pourra être sanctionnée par une pénalité égale à **10% du montant HT de la prestation à réaliser pour le site concerné** :

Si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche en mode dégradé pour le moins par une action corrective palliative, des équipements concernés ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans l'heure suivant son arrivée sur le site à savoir :

- appel d'un autre niveau d'intervention,
- appel de renfort,
- approvisionnement de matériel en action palliative pour le moins.

Il appartient au titulaire de faire, le cas échéant, la preuve que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.

L'administration se réserve le droit de faire constater la véracité des éléments produits par un service tiers.

### ***11.5 Pénalités pour non respect des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail***

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **12. EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de retard, désordre ou non-exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de les faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation totale ou partielle du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède **un mois**. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnités au titulaire défaillant peut-être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

### **Note importante**

L'administration prendra soin de signaler au titulaire défaillant la notification du nouveau marché de substitution pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques et périls en vue de sauvegarder ses intérêts.

## **13. RÉSILIATION**

La PFRA peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

Le cas échéant, l'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG.

## 14. TRANSMISSION DES DOCUMENTS EN COURS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD CADRE

### Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre :

Correspondances émises par le titulaire	A adresser à :
Relatives à l'accord-cadre et à l'ensemble des services bénéficiaires	PFRA Hauts-de-France <a href="mailto:pfra@hauts-de-france.gouv.fr">pfra@hauts-de-france.gouv.fr</a>
Relatives à chaque bon de commandes émis par un service bénéficiaire	Chaque service prescripteur et son représentant désigné

### Documents fiscaux et sociaux :

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail. En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

La PFRA Hauts-de-France vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plate-forme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestation.fr>



Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPS " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

### Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant de la PFRA les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

En cas de manquement, le représentant de la PFRA et/ou du service bénéficiaire ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

